

*Article 31 du Règlement*

plus, la présence des militaires et des civils qui travaillent à la base a énormément contribué à l'économie de l'ouest du Manitoba, contribution que notre région ne peut se permettre de perdre.

En conclusion, je demande au ministre de la Défense nationale de prendre les mesures nécessaires pour protéger l'avenir de la BFC Shilo et pour rassurer mes électeurs qui s'inquiètent naturellement des hypothèses que les journaux ont propagées ces derniers jours.

\* \* \*

**AMNISTIE INTERNATIONALE**

**M. Svend J. Robinson (Burnaby—Kingsway):** Monsieur le Président, en ce trentième anniversaire d'Amnistie internationale, je désire aujourd'hui rendre hommage à cette organisation de défense des droits de la personne, qui est respectée partout dans le monde et compte plus d'un million de membres répartis dans plus de 150 pays et plus de 1 000 employés dévoués.

Les efforts qu'Amnistie internationale déploie pour défendre les objecteurs de conscience—elle en a défendu plus de 42 000 depuis sa création en mai 1961—et la campagne incessante qu'elle mène pour mettre fin à la torture et faire disparaître la peine de mort ont été une source d'inspiration pour tous les Canadiens.

[Français]

Comme l'a dit un représentant d'Amnistie Internationale, après 30 ans, nous ne sommes sûrs que d'une chose: Il est maintenant beaucoup plus difficile pour un gouvernement d'étouffer ses crimes et d'éviter d'en payer le prix politique.

[Traduction]

Selon Amnistie internationale, deux personnes sur trois sont dirigées par des gouvernements qui torturent et tuent leurs citoyens et, dans plus de la moitié des pays du monde entier, les adversaires politiques sont encore emprisonnés.

Par conséquent, j'en profite non seulement pour féliciter Amnistie internationale, mais aussi pour reconfirmer notre engagement envers un monde où les droits fondamentaux, y compris les droits économiques, sociaux et culturels, seront respectés dans tous les pays du globe.

[Français]

**HOMMAGE À YVES LAFOREST**

**M. Clément Couture (Saint-Jean):** Monsieur le Président, le 15 mai dernier, M. Yves Laforest, un résident de mon comté, a planté le drapeau du Québec au sommet du Mont Everest. M. Laforest est devenu ainsi le premier Québécois à atteindre le plus haut sommet du monde à 8 848 mètres d'altitude.

Monsieur le Président, au nom de la population de mon comté, ainsi qu'au nom de tous les Canadiens, je tiens à rendre hommage à M. Yves Laforest et à le féliciter pour son exploit.

Voilà un exemple de ténacité et de détermination.

\* \* \*

[Traduction]

**LA SEMAINE NATIONALE POUR L'INTÉGRATION DES PERSONNES HANDICAPÉES**

**M. Jim Jordan (Leeds—Grenville):** Monsieur le Président, c'est la Semaine nationale pour l'intégration des personnes handicapées au Canada.

Sur les 3,3 millions de Canadiens atteints d'incapacité, 60 p. 100 sont en chômage.

Pendant la Semaine nationale pour l'intégration des personnes handicapées, nous voulons sensibiliser la population aux problèmes que connaissent les handicapés. La plupart des Canadiens trouvent tout naturel d'avoir accès à l'emploi, à l'enseignement, à des logements plus convenables, aux loisirs et à une meilleure qualité de vie, mais ces droits fondamentaux sont souvent refusés aux handicapés.

En tant que Canadiens, appuyons la Semaine nationale pour l'intégration des personnes handicapées dans nos localités, afin que les Canadiens handicapés puissent profiter du même niveau de service que tous leurs concitoyens.

\* \* \*

**LA FISCALITÉ**

**M. Al Johnson (Calgary—Nord):** Monsieur le Président, le système fiscal fédéral traite injustement la famille. Un certain nombre d'organismes familiaux ont apporté d'importantes contributions au renforcement de la famille. Leur travail montre que le système fiscal est discriminatoire à l'égard de la famille. Des organismes comme l'Institut Vanier, la *Kids First Association* et l'Alliance pour la justice fiscale ont examiné en profondeur différents aspects du système fiscal et ont constaté que certaines règles ont un effet dissuasif sur la vie familiale, le mariage et la garde des enfants à la maison.

Le premier ministre et notre gouvernement sont engagés à revoir nos politiques relatives à la famille.